

## Economie sociale, économie active

Les dérives du système économique actuel, orientées par des enjeux de plus en plus financiers et de moins en moins industriels, sociaux ou environnementaux inquiètent de plus en plus d'entrepreneurs qui cherchent d'autres modes de production et de travail, plus respectueux des personnes et plus durablement productifs.

Face aux fermetures ou aux déplacements d'entreprises, à la recherche de taux de rentabilité démesurés et à tous les dégâts sociaux qui les accompagnent, une prise de conscience s'opère. Elle a notamment donné lieu à la naissance timide de la responsabilité sociale des entreprises (RSE), mise en avant par des entrepreneurs puis par l'Etat et l'Union Européenne, mais sans obligations suffisantes malgré quelques textes concernant les entreprises cotées.

Tous les acteurs de l'économie mettent en cause la priorité donnée au capital financier et savent que le progrès passe par l'apport en intelligence des femmes et des hommes de l'entreprise. Autant qu'en politique, notre pays a besoin d'une économie dans laquelle chacun est en position active et participative, impliquant une autre conception des organisations économiques.

L'économie sociale recouvre une réalité riche, prenant la forme de coopératives, mutuelles, associations ou fondations. Celles-ci partagent des principes communs : la liberté d'adhésion, la gestion démocratique, la juste répartition des excédents, la propriété collective, la solidarité... Principes qui contribuent à leur faire jouer un rôle régulateur dans l'économie.

Cette économie substitue au dogme de la rentabilité immédiate une conception très moderne du développement s'inscrivant dans le long terme. Elles ne rentrent ni dans le jeu des

opérations d'achats ni dans la course effrénée à la rémunération d'actionnaires (qu'elles n'ont pas). Elles sont soucieuses de la durée de leurs activités comme de la transmission des patrimoines collectifs d'une génération d'acteurs économiques à l'autre.

Présente sur tous les continents, l'économie sociale totalise 12 % du produit intérieur français et à peu près l'équivalent dans l'Union européenne. Ce n'est donc pas un hasard si elle est aussi significative dans des secteurs ultra concurrentiels comme ceux de l'industrie (la coopérative Acôme, dans la Manche...), de la distribution (Système U, par exemple), de la finance (Crédit coopératif, Crédit maritime...) ou de l'assurance (Macif, premier assureur automobile en France). Cela démontre à la fois que l'on peut parfaitement accepter le marché et être performant socialement et économiquement. Des règles de gouvernance participatives et sociales, civiques même, produisent une efficacité globale, pas seulement commerciale ou financière.

Ainsi l'Economie sociale est-elle porteuse d'un modèle d'entreprise à gouvernance partagée que les projets présidentiels doivent prendre en considération. C'est le sens du texte en faveur de l'Economie sociale (1) qui vient d'être lancé par plus de deux cents présidents et directeurs de structures du secteur.

\* Directeur général d'Euresa, GEIE d'assurances mutuelles européennes et auteur de « l'économie sociale, la solidarité au défi de l'efficacité » (la Documentation Française, 2006) et de « Démocratie Directe, Démocratie Moderne » (Ententes, 1991).

(1) <http://economie.sociale.monsite.orange.fr>